



## Impression de la question 30-00170

Type de questions QE

Ministère interrogé : TRA - Ministère des transports

Question n° 30-00170 : du :date non fixée

M. Jean-Paul Lecoq interroge M. le ministre des transports sur les conséquences pour les usagers de la route, et notamment normands, de la fermeture pour 9 mois du tunnel de Saint-Cloud dans le sens Paris-Provence. En effet, la Direction des Routes d'Ile-de-France (DiRIF) a annoncé que le tube Nord du tunnel de Saint-Cloud va faire l'objet d'importants travaux de confortement rendus nécessaires après inspection de cet ouvrage proche des 100 ans de sa construction. Ces travaux lourds, en l'occurrence une nouvelle coque en béton armé coulé à l'intérieur, vont nécessiter sa fermeture complète à la circulation du 16 novembre 2026 à la fin août 2027 dans le sens Paris-Provence. Cette situation bien compréhensible du point de vue de la sécurité et de l'avenir de ce tunnel important sur l'axe ouest Paris-Provence, et notamment la Normandie, suscite bien légitimement de fortes inquiétudes parmi les usagers, particuliers et professionnels, de la 8ème circonscription de Seine-Maritime qui accueille la principale place industrialo-portuaire du pays. La liaison routière avec la Capitale et/ou ses boulevards périphériques est, pour beaucoup, une nécessité quotidienne qui est déjà contrariée par des conditions de circulation souvent difficiles en entrée et en sortie de Paris, mais aussi par un coût de plus en plus pesant dans le pouvoir d'achat des ménages et les coûts des entreprises. A fortiori car au delà des tarifs des péages sur l'A13 déjà élevés, s'ajoute le péage en vigueur sur les ponts de Normandie et de Tancarville, phénomène unique en France pour franchir un fleuve hors ouvrage autoroutier. Durant ces travaux la DiRIF va mettre en place deux grands itinéraires de déviation permettant de rejoindre l'ouest francilien depuis le boulevard périphérique : via la RD910 puis la RN118, avec des possibilités de rejoindre l'A86, la RN12 puis l'A12 et l'A13 plus à l'ouest mais également via la RN13 puis l'A14, permettant de rejoindre l'A13 plus à l'ouest. Cependant, l'A14 qui paraît être l'itinéraire de déviation à privilégier pour ne pas surcharger les autres axes mentionnés aujourd'hui fortement fréquentés, est l'une des plus onéreuses de France pour un trafic relativement faible. Ainsi, pour un automobiliste, l'utiliser conduirait à déboursier 10,80 euros (6,60 euros en tarif vert), 45,70 euros (36,30 euros) pour un chauffeur routier, pour effectuer un trajet de moins de 20 kms, alors que ce trajet est actuellement sans péage par le tunnel de Saint-Cloud. Ce tarif sur l'A14 viendrait ainsi se cumuler avec les tarifs des péages en vigueur sur l'A13 et celui des ponts. Ainsi pour revenir de Paris sur la période des travaux du tunnel de Saint-Cloud, un automobiliste Havrais, Rouellais, Gousserville, Gainneville, ou Harfleurais devrait déboursier pour effectuer 200 kilomètres : 24,60 euros de péages contre 13,80 euros actuellement (52,20 euros aller/retour contre 27,60 euros actuellement). Un tarif plus élevé que le coût du carburant utilisé. M. Jean-Paul Lecoq interroge M. le ministre des transports quant aux démarches à mener afin d'obtenir du concessionnaire routier SANEF/SAPN la gratuité de passage sur l'A14 le temps des travaux sur le tunnel de Saint-Cloud, en sachant que le bénéfice net consolidé du groupe SANEF (767 Millions d'euros) et le revenu opérationnel de 2,11 Milliards d'euros tiré de son activité essentiellement issue des péages autoroutiers, lui permettrait aisément ce geste commercial en direction des automobilistes qui chaque jour lui permettent de réaliser ses profits. Et, en cas de refus, que le Ministère sollicite le concessionnaire des ponts de Tancarville et de Normandie afin de suspendre les péages de passage le temps desdits travaux permettant ainsi que les automobilistes du Havre et de son agglomération ne soient pas davantage pénalisés que les autres au regard des coûts de déplacement qu'ils devraient acquitter sur cette période. M. Jean-Paul Lecoq rappelle à M. le ministre des transports que les conditions de circulation particulièrement dégradées sur la ligne ferroviaire Le Havre/Paris, mais également sa forte fréquentation, sont incompatibles pour envisager sérieusement un report conséquent du trafic routier vers Paris sur le ferroviaire pendant ces travaux.

Fermer

